

Reprise des pourparlers interburundais de paix

PANA, 02/09/2008 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza et le leader du PALIPEHUTU-FNL, Agathon Rwasa, se sont retrouvés, mardi, à huis-clos, pour un 5^{ème} round des pourparlers centrés sur les modalités de mise en application effective de l'accord global de cessez-le-feu qui les lie théoriquement depuis bientôt deux ans, a-t-on appris de source proche des négociations à Bujumbura. La dernière rencontre au sommet des protagonistes de la crise sociopolitique qui dure depuis plus de 14 ans au Burundi remonte à la semaine dernière à Ngozi, une ville du nord du pays.

Les deux hommes s'étaient également rencontrés à trois reprises depuis le retour en mai dernier à Bujumbura. Le leader du PALIPEHUTU-FNL, après plus de 20 ans de maquis à Ngozi, le président Nkurunziza et le chef rebelle avaient convenu de se rencontrer au moins deux fois par semaine jusqu'à la conclusion d'un accord définitif de cessez-le-feu. L'engagement avait été pris devant le médiateur dans le conflit, M. Charles Nkaku, le ministre sud-africain de la Sécurité et de l'Ordre. Des membres du directoire politique, qui assiste la médiation sud-africaine étaient également présents à la rencontre. Le directoire politique comprend des représentants de l'Union africaine (UA), des Nations unies, de l'Union européenne (UE), ceux de l'Ouganda et la Tanzanie, deux pays voisins qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. La rencontre de ce mardi, à Bujumbura devrait servir à élaborer un calendrier d'exécution des compromis déjà atteints par les parties au conflit, comme elles l'avaient convenu à Ngozi, la semaine dernière. Ces compromis ont, entre autre, trait à la place du PALIPEHUTU-FNL dans les différentes institutions étatiques nationales, une fois que les armes se seront complètement tues. Un calendrier précis est également attendu de la nouvelle rencontre sur le déroulement des opérations de rassemblement, de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants rebelles dans une nouvelle vie socioprofessionnelle. Un compromis immédiat reste, par contre, improbable, de l'avis des observateurs, sur la lancinante question d'une nouvelle appellation sans connotation ethnique que doit porter le PALIPEHUTU-FNL pour mériter l'agrément en tant que parti politique légal. Cette démarche nécessite une retouche de la constitution actuelle du pays n'accepte pas la reconnaissance de parti se réclamant d'une ethnie, région ou religion donnée.